

Les effets économiques d'une hausse de l'âge d'ouverture des droits à la retraite

COR

26 janvier 2022

Travaux réalisés pour le HCFiPs

Résultats de 10 simulations pour augmenter la capacité de financement des administrations publics, dont

1. Hausse des cotisations sociales employeurs
2. Hausse des cotisations sociales salariales
3. Hausse de la TVA
4. Hausse de la CSG
5. Hausse de la population active - recul de l'âge de liquidation
6. Baisse des pensions de retraite
7. Baisse des dépenses de santé

Ici on se concentre sur le recul de l'âge d'ouverture des droits (AOD)

Vaste littérature... (voir revue de littérature du COR)

- **Micro** : Maintien en emploi de certains salariés, recul des embauches, augmentation du salaire moyen par entreprise (salariés plus âgés mieux payés)

- **Court terme macro** : hausse du chômage
 - La hausse du chômage pèse sur l'évolution des salaires, hausse du taux d'épargne, freinant la progression de la masse salariale nominale → effet négatif sur les cotisations sociales
 - Question : effet du chômage sur les salaires

- **Long terme macro** : Effet d'offre : ajustement des salaires réels, baisse du chômage, augmentation des taux d'emplois et du PIB.

- Effet sur les comptes publics : effet comptable, baisse du total des pensions, mais nombreux effets indirects, car effets négatifs sur l'activité à court terme.

- Grande difficulté d'identifier le moment du passage des effets de court terme à long terme

Caractéristiques principales du modèle *e-mod.fr*

- Représentation de l'économie française, construit à partir de la comptabilité nationale trimestrielle
 - Modèle macro-économétrique comparable aux modèles utilisés par Insee-DG Trésor et Banque de France
 - Préviation à court terme et simulation de moyen terme (horizon 5 ans)
 - permet d'analyser les effets des politiques macroéconomiques et budgétaires

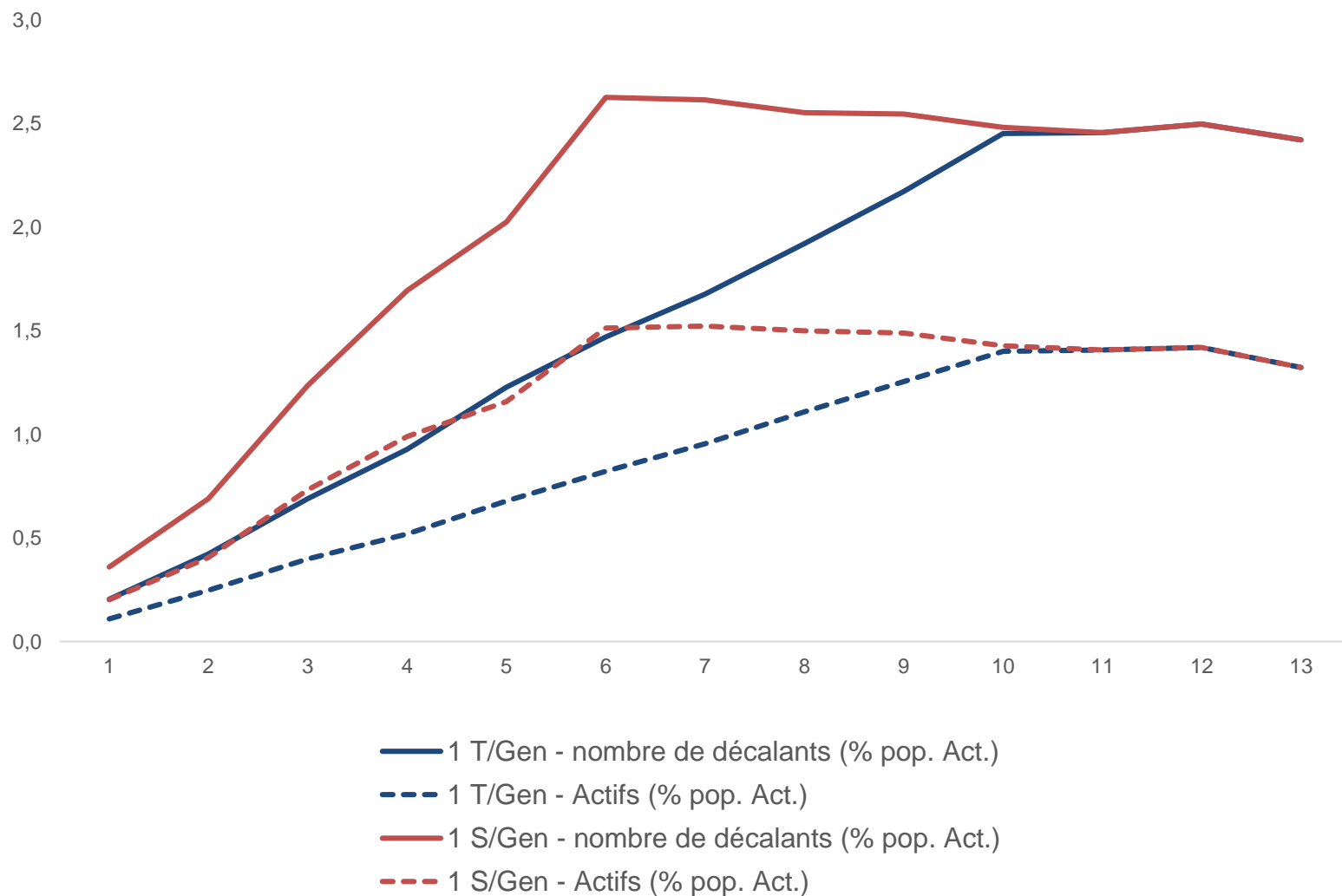
- Propriétés :
 - La demande globale contraint l'offre et détermine la production à court terme
 - Une baisse de la demande se répercute sur la production et le chômage. Les prix baissent
 - A moyen terme, le niveau de production rétroagit sur les prix et les comportements de demande
 - Le relâchement des tensions sur les marchés du travail et des biens et services diminue les coûts de production et donc les prix → restaure la demande

- Important : même modèle pour les évaluations des politiques publiques.

- 2 variantes :
 - 1 trimestre par génération
 - 2 trimestres par génération

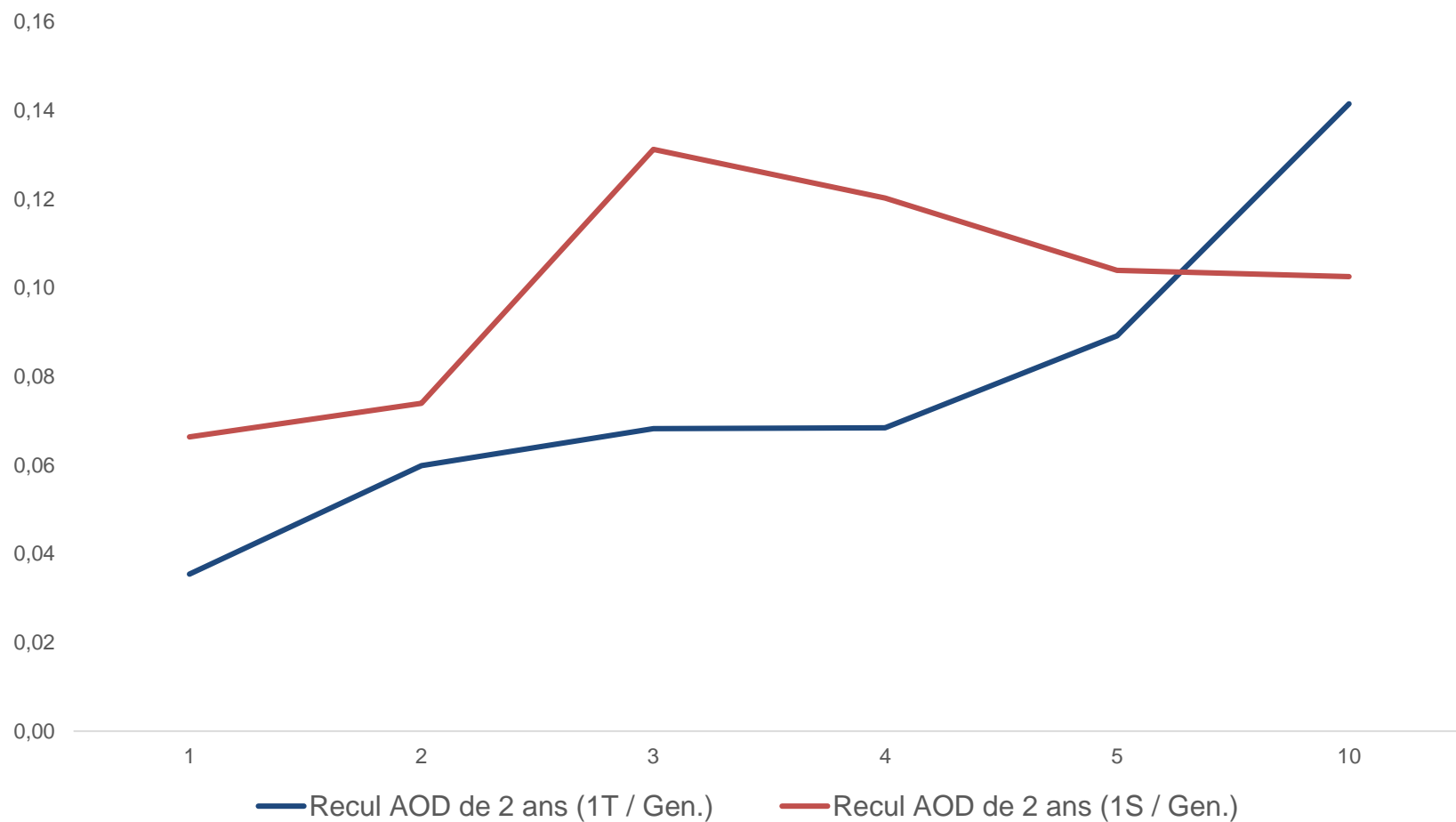
- Calage sur les données de la CNAV (Modèle Prisme)
 - Nombre d'actifs en emploi et au chômage concernés
 - Profilage du choc sur la population active et les prestations vieillesse
 - Écart de revenu d'activité entre les concernés et les non concernés
 - Intégration de cet écart sur les salaires marchand et non-marchand, sur les prestations chômage

Nombre de décalants et d'actifs selon le scénario retenu, en % de la population active



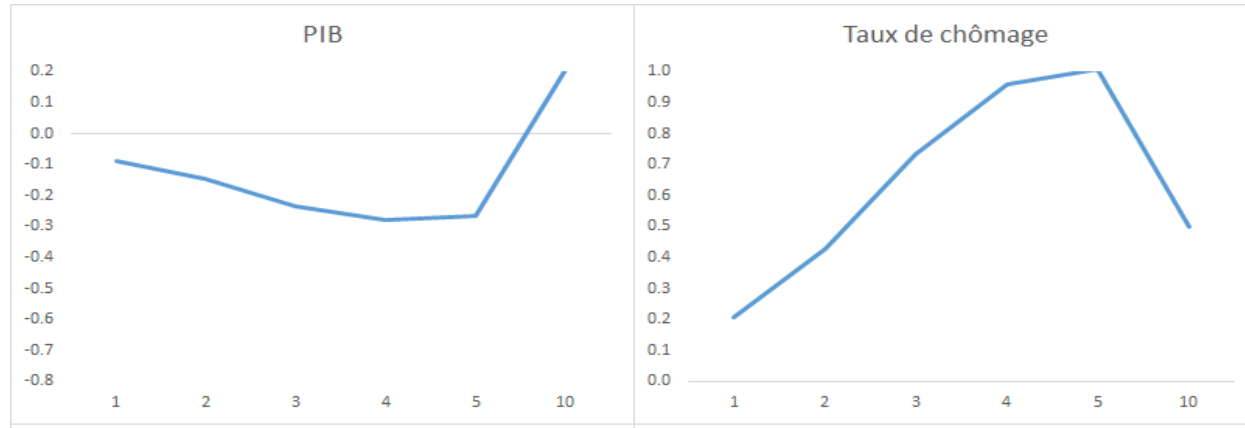
Source : Cnav, modèle *Prisme tous régimes*, calculs OFCE

Solde des Administrations publiques (en points de PIB), écart au compte central.



Source : *e-mod.fr*, calculs OFCE

Recul de l'AOD de 2 ans (1 semestre par génération)



Source : *e-mod.fr*, OFCE
Note : en %, en écart au compte central

1. Effets de long terme apparaissent après 5 ans.
2. Contribution négative à la dynamique des salaires nominaux (- 0,3% par an pendant 5 ans, soit -1,5% à 5 ans en écart au compte central)
3. Contribution négative à l'inflation (Prix du PIB - 0,6% à 5 ans).
4. Contribution positive du solde extérieur (+ 0,3% à 5 ans)
5. Hausse de la capacité de financement des APU (0,1% du PIB à 5 ans)

Recul plus graduel

1. Effet moindre moindre mais plus persistant sur le PIB (PIB à son niveau avant réforme à 10 ans (de -0,1%).
2. Contribution négative à la dynamique des salaires nominaux (-0,8% à 5 ans en écart au compte central, au lieu de -1,5%)
3. Contribution inférieure du solde extérieur (+ 0,2% à 5 ans, au lieu 0,3%)
4. Hausse plus importante du chômage à 5 ans (+0,6% au lieu +1,1%)
5. Même hausse de la capacité de financement des APU (0,1% du PIB à 5 ans)

Une hausse d'un semestre par rapport à un trimestre :

Plus rapide, ajustement plus rapide au long terme, hausse plus importante du chômage à court terme.

Exercice réalisé pour le COR (OFCE, Heyer, Ducoudré 2019) : Réforme moins réaliste (pas d'utilisation de Prisme), comparaison des différences avec Mésange de la DGT.

Modèle proche, même mécanisme (hausse du chômage à court terme), ordres de grandeur un peu différents.

1. Modélisation différente du marché du travail (moindre effet du chômage sur l'inflation)
2. Taux d'épargne, évolution différente.
3. Réaction différente du commerce extérieur

Mésange 0% PIB à 5 ans, *e.mod* -0,2% (1 trimestre par an).

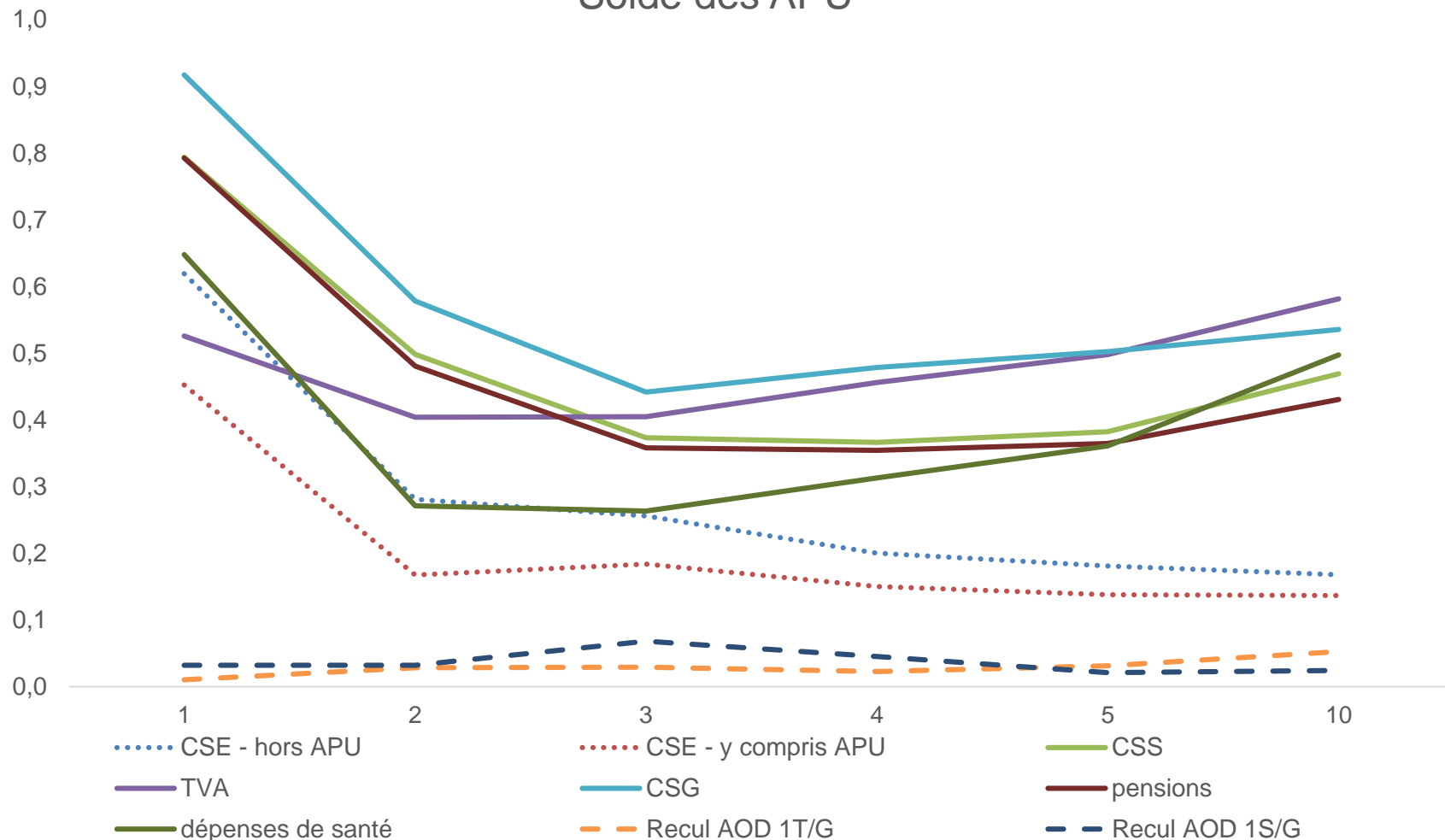
Les effets négatifs passent par la hausse du chômage et l'effet négatif sur la dynamique des salaires.

Effets négatifs réduits si:

- Politique simultanée de maintien de l'activité : investissement (public ou privé) soutien à la consommation (politique de demande en même temps que politique de l'offre).
 - ✓ Financement possible par hausse du PIB de moyen terme (à étudier)
 - ✓ Autres politiques de soutien au salaire (salaire minimum) auraient des effets négatifs sur l'emploi (sans soutien à l'activité).
- Effets négatifs réduits si réforme en période de tension du marché du travail (chômage faible).
- Simulations à réaliser : **plus d'analyse économique.**

➤ Effets comparés sur la capacité / le besoin de financement de l'État

Solde des APU



Source : e-mod.fr, OFCE

Note : en %, en écart au compte central

Caractéristiques principales du modèle *e-mod.fr*

- 5 agents représentatifs : ménages, État, SNF, SF, ISBLSM + reste du monde

- Les entreprises, compte tenu de la demande agrégée :
 - Déterminent la demande d'investissement
 - déterminants : activité, effet accélérateur, coût du capital, taux de marge
 - Déterminent la demande d'emploi
 - déterminants : activité, coût du travail, durée du travail, gains de productivité tendanciels
→ détermine le niveau d'emploi
 - Fixent le prix des biens et services marchands en fonction des coûts de production

- Les ménages
 - Négocient le taux de croissance du salaire avec les entreprises → détermine leur revenu
 - fixent leur consommation en fonction de leur revenu

- Effet sur la demande adressée aux entreprises
- Effet multiplicateur : hausse de revenu des ménages → consommation ↑
→ hausse demande agrégée → hausse emploi → hausse revenu...

Caractéristiques principales du modèle *e-mod.fr*

- État (APU : Administrations centrales, collectivités territoriales, Sécurité Sociale)
 - Ressources : impôts, cotisations et taxes → effet sur le RDB des ménages et rentabilité des entreprises
 - Consomme et investit → effet sur la demande agrégée
 - Redistribue : transferts aux ménages → effet sur le RDB des ménages
 - Détermine la capacité / le besoin de financement des APU

- Les grands équilibres
 - Le modèle intègre l'équilibre emplois – ressources ($PIB+M=C+I+X+\Delta\text{stocks}$)
 - Les importations dépendent de la demande intérieure et de la compétitivité-prix des entreprises sur le marché domestique
 - Les exportations dépendent de la demande adressée et de la compétitivité-prix des entreprises sur les marchés d'exportation

 - Le modèle détaille les flux de revenus entre agents
 - Modélisation la séquence des comptes d'agents (production, exploitation, distribution du revenu...)

 - Ex: une hausse des cotisations sociales salariales diminue le revenu disponible des ménages et augmente les ressources de l'État

Caractéristiques principales du modèle *e-mod.fr*

- Hypothèse clé : la détermination des salaires – équation de Phillips
 - ✓ Le taux de chômage agit sur le taux de croissance du salaire brut horaire
 - ✓ Effet partiel d'une hausse des prix sur les salaires → effet pouvoir d'achat du RDB
 - ✓ Effet partiel d'une hausse de la productivité sur les salaires
 - ✓ Choix guidé par les données (économétrie. Cf Annexe)

- Déformation du ratio salaires/PIB

- D'autres modélisations possibles
 - Modèle Mésange : « wage-setting »
 - le taux de chômage a un effet sur le niveau du salaire ;
 - Effet intégral d'une hausse des prix sur les salaires
 - Effet intégral d'une hausse de la productivité sur les salaires